

Hauts de Seine

Monsieur le président,

Depuis la création de la direction générale des finances publiques notre département a subi une perte de 390 emplois sur les 2700 qu'il comptait.

En mai 2012, nous pouvions espérer la fin de cette politique de misère appelée RGPP.

Et bien non !

A la RGPP succède la MAP (modernisation de l'action publique) avec elle aussi son cortège de suppression d'emplois, de gel des rémunérations et de réduction des moyens de fonctionnement.

Nous fonctionnaires de la ddfip 92 continuons à jouer cette mauvaise pièce intitulée « l'austérité c'est maintenant ou le changement dans la continuité » écrite par un gouvernement aussi sourd aux attentes de ses personnels que le précédent.

La continuité ? Non je me trompe !

A présent, on ne nous parle plus seulement du gel du point d'indice mais on évoque la remise en cause du glissement vieillesse technicité (GVT). Ce qui en clair signifie que l'on veut s'attaquer à nos promotions statutaires.

Et après ce seront nos droits à la retraite qui seront mis en cause !
Les acquis de nos aînés !

Et à nouveau un ministre nous expliquera que les agents des Finances, ces nantis devront être les premiers à renoncer à leurs « avantages » au nom de l'exemplarité.

Cela suffit !

Si au lieu d'avantage nous parlions de préjudices !

Préjudices dans le gel du pouvoir d'achat, préjudices dans des conditions de travail matérielles et morales dégradées au-delà du supportable. Préjudices pour les usagers dans la dégradation ou l'abandon du service public.

Les ministres successifs sont comptables de ces préjudices et ils devront s'en expliquer !

L'actuel gouvernement poursuit dans cette voie erronée. Lui qui se refuse de soutenir par l'augmentation des salaires, la consommation des ménages. Or depuis 2008, la consommation des ménages notamment les plus modestes, s'est nettement ralentie.

Ainsi, les inquiétudes liées :

- à la dégradation des conditions de travail du fait des vacances d'emploi,
- à l'accumulation des réformes peu lisibles
- et la non reconnaissance des qualifications

tendent à transformer les interrogations des personnels en colère.

Nous ne l'acceptons plus !

Non, les salariés ne sont pas responsables des déficits découlant des cadeaux accordés aux banques, aux grandes entreprises et aux hauts revenus ;

Le 27 novembre 2012, à l'appel de toutes les organisations syndicales des Finances, un agent sur 4 a été en grève à la Direction des Finances Publiques des Hauts-de-Seine.

Cette mobilisation importante montre l'état de révolte des salariés.

En réponse le gouvernement se contente de créer des emplois précaires « sans avenir » pour nos enfants et de donner des milliards au patronat.

Il méprise les Organisations Syndicales en voulant les forcer à conclure des accords avec le MEDEF sous peine de légiférer.

Ces projets sont inacceptables, inamendables, Fo-dgfip saura le moment venu prendre ses responsabilités et appeler les agents de la ddfip 92, dans l'unité avec les autres organisations syndicales représentatives, à se mobiliser pour la défense du service public, de ses valeurs et de leur statut.